

LE 23 SEPTEMBRE 2023

**CONTRE LES
VIOLENCES
POLICIERES**

**CONTRE LE
RACISME
SYSTEMIQUE**

**ET POUR LES
LIBERTES
PUBLIQUES**

RASSEMBLEMENT UNITAIRE LE 23 SEPTEMBRE 2023 DANS L'ALLIER

**> POUR LA FIN DU RACISME SYSTÉMIQUE,
> DES VIOLENCES POLICIÈRES
> POUR LA JUSTICE SOCIALE
ET LES LIBERTÉS PUBLIQUES**

Le meurtre de Nahel, tué par un policier à bout portant le 27 juin 2023 à Nanterre, a mis de nouveau la lumière sur ce qui doit cesser : le racisme systémique, les violences policières, et les inégalités sociales que creuse la politique de Macron. Une politique néolibérale imposée par des méthodes autoritaires, des lois sécuritaires et une doctrine du maintien de l'ordre décriée jusque dans les plus grandes instances internationales. Une politique régressive qui fait le lit de l'extrême-droite et piétine toujours plus nos libertés publiques, notre modèle social, notre avenir face à l'effondrement écologique.

Les réformes de la Macronie accentuent la pauvreté en durcissant notamment l'accès aux prestations sociales. La scandaleuse réforme de l'assurance chômage en est un exemple significatif alors que la précarité au travail augmente.

Le département de l'Allier ne fait pas exception, celui-ci subit aussi une casse des services publics, une casse de l'hôpital public qui voit ses urgences fermées durant l'été, une carte scolaire qui chaque année ferme des classes et des écoles, un taux de chômage important et lorsque la contestation sociale s'organise, celle-ci est réprimée, à l'exemple de la répression contre les représentants syndicaux dans notre département.

Les révoltes dans les quartiers populaires ne peuvent s'analyser que dans ce contexte global. Les habitant-es de ces quartiers, et notamment les mères isolées, pallient bien souvent seul-es les carences de services publics dont la destruction s'accélère de jour en jour.

La politique répressive de l'Etat est encore renforcée par le dernier remaniement ministériel, qui a élargi les compétences du ministère de l'Intérieur à la ville, l'Outremer et la citoyenneté. La répression s'étend avec toujours plus d'intensité et de violences policières, d'interdictions de manifester, contre le mouvement social et écologiste, comme lors de la lutte contre la réforme des retraites rejetée par l'immense majorité des travailleur-ses et leurs syndicats.

Cette situation est d'autant plus inquiétante que l'institution policière paraît hors de contrôle du pouvoir politique. Des déclarations factieuses de certains « syndicats » de policiers suite au meurtre de Nahel aux déclarations du Directeur général de la police nationale et à celle du Préfet de police de Paris ainsi que le ministre de l'intérieur, c'est l'institution policière qui aujourd'hui remet en cause l'État de droit, plutôt que de mettre fin à l'impunité des auteurs de violences policières.

Nos organisations syndicales, associations, et partis politiques se mobilisent et appellent à faire front ensemble contre la répression des contestations sociales démocratiques et écologiques, pour la fin du racisme systémique, des violences policières, et pour la justice sociale, climatique, féministe et les libertés publiques.

Nous exigeons des réponses immédiates :

> Abrogation de la loi de 2017 sur l'assouplissement des règles en matière d'usage des armes à feu par les forces de l'ordre ;

> Une réforme en profondeur de la police, de ses techniques d'intervention et de son armement ;

> Le remplacement de l'IGPN par un organisme indépendant de la hiérarchie policière et du pouvoir politique ;

> La création d'un service dédié aux discriminations touchant la jeunesse au sein de l'autorité administrative présidée par le Défenseur des droits et le renforcement des moyens de lutte contre le racisme, y compris dans la police ;

> Un plan d'investissement public ambitieux dans les quartiers populaires et sur l'ensemble du territoire pour rétablir les services publics, le financement des associations et des centres sociaux.

RASSEMBLEMENTS SAMEDI 23/09 à 10h30

**> Place Piquand à Montluçon
> Place d'Allier à Moulins
> Place de la Poste à Vichy**

Organisations signataires : La CGT 03, la Confédération paysanne, FGR-FP, FSU 03, Union syndicale Solidaires 03, la France Insoumise 03, EELV comité local Montluçon, NPA 03, POI, Attac Moulins / Vichy, la Libre Pensée, les Soulevés de l'Allier